



Nous le savons car nous le vivons !

CONTRE LES POLITIQUES D'AUSTERITE

LES REALISTES C'EST NOUS !

LE 16 OCTOBRE, MOBILISONS-NOUS !

Les attendus de la politique d'austérité déployée par Hollande et Valls, sous l'égide du pacte de responsabilité, reposent sur un leurre : en échange de somptueux cadeaux financiers, le patronat s'engagerait à la création d'emplois !

Cette supercherie est d'ores et déjà démasquée puisqu'il est avéré que cet argent public déversé une nouvelle fois aux pieds du MEDEF ne sert d'aucune manière à l'investissement mais quasi exclusivement à augmenter les dividendes versés aux actionnaires.

Personne ne saurait s'en étonner et sûrement pas les instigateurs de cette politique.

- ✓ A-t-on vu une seule fois dans l'histoire affairiste, actionnaires et grands patrons faire de l'argent public autre chose qu'un moyen d'augmenter leurs fortunes et leurs privilèges au détriment de l'intérêt général ?
- ✓ Les a-t-on vu de plein gré assumer leurs responsabilités sociales, eux qui ne rêvent que de baisse du coût du travail et de mise en pièces de tous les acquis sociaux ?
- ✓ Et a-t-on fait une seule fois le bilan concret de ce gigantesque gaspillage ?

Les désirs patronaux sont devenus des ordres pour un pouvoir dont les dernières décisions attaquent frontalement la politique familiale, élément essentiel de notre système de protection sociale.

Dans les SIE, les collègues sont exaspérés par la priorité donnée au paiement du CICE aux entreprises, sans qu'aucun contrôle soit effectué, et au détriment de leurs autres missions.

Tout ce que la DGFIP fait subir à ses agents et au service public relève des mêmes logiques à l'œuvre : du recul des missions aux suppressions d'emplois, des restructurations à la réduction des horaires d'ouverture au public, des restrictions de crédits au blocage du point d'indice, des attaques contre le statut des fonctionnaires au refus de reconnaissance des qualifications et à la remise en cause des règles de gestion... Avec comme conséquence première la mal vie croissante au travail et l'augmentation de toutes les pathologies qui en découlent.

Cette politique désastreuse pour le plus grand nombre s'accompagne d'une pression idéologique de tous instants de la part de médias concentrés à nous expliquer qu'il n'y a pas d'autre choix possible.

Ne nous le cachons pas, ces campagnes, les promesses trahies, les attaques répétées contre les droits sociaux produisent leurs effets : fatalisme, destruction des collectifs de travail, progression de l'extrême droite... Quant à l'individualisme monté en épingle par les idéologues libéraux, censé façonner des supposés « gagnants » et qui laisse à penser qu'on pourra toujours s'en sortir tout seul y compris contre son collègue ou son voisin de palier, l'expérience montre que c'est une voie sans issue.



Montreuil, le 1/10/2014

Syndicat national CGT Finances Publiques

Case 450 ou 451 •

263 rue de Paris 93514 Montreuil Cedex

• www.financespubliques.cgt.fr

• Courriels : cgt@dgifp.finances.gouv.fr

• dgifp@cgt.fr • Tél : 01.55.82.80.80

• Fax : 01.48.70.71.63

Mais cette situation produit aussi des colères légitimes et grandissantes qui doivent trouver des perspectives.

Plus que jamais la bonne réponse réside dans l'engagement de chacune et chacun dans l'action collective et revendicative, dans une démarche de solidarité du monde du travail pour faire entendre nos attentes et valoir nos revendications.

Les réalistes ce ne sont pas ceux qui prêchent toujours plus d'austérité, toujours plus de « serrage de ceinture » pour les salariés. Ceux-là ne font qu'enrichir les plus riches et nous envoient dans le mur !

Les réalistes c'est nous ! Le réalisme c'est la réponse aux revendications car ce sont elles qui sont le ferment du progrès social pour tous !

Le 16 octobre prochain, en amont de l'examen du projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2015 (PLFSS) par l'Assemblée nationale, la CGT a pris l'initiative d'une journée interprofessionnelle d'action.

La CGT Finances publiques appelle :

- ▶ **Les agents à participer aux initiatives interprofessionnelles locales prises dans les départements (rassemblements et manifestations) ;**
- ▶ **Toutes ses sections locales à organiser en amont ou en aval de celles-ci, dans l'unité la plus large et avec les personnels, des initiatives d'interpellation des directions sur les revendications.**

- ▶ **Contre les politiques d'austérité et la liquidation des services publics ;**
- ▶ **Pour le retrait du pacte de responsabilité et l'arrêt de la démarche stratégique ;**
- ▶ **Pour le développement d'une protection sociale couvrant tous les besoins ;**
- ▶ **Pour le déblocage du point d'indice et l'augmentation des salaires ;**
- ▶ **Contre tout recul sur nos règles de gestion et nos droits statutaires ;**
- ▶ **Pour l'arrêt des suppressions des emplois, pour la création des emplois nécessaires au bon fonctionnement des services et à de bonnes conditions de vie au travail.**

